

Enchaînement

Autor(en): **Möri, Jean**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **35 (1943)**

Heft 4

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384348>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

« Grande Finlande » (dans la mesure où l'on parle d'une « Grande Allemagne »). Cette Scandinavie n'est pas possible si la Suède est isolée de la Finlande, si la Norvège demeure sous l'influence de l'Angleterre et si la Finlande reste liée à l'Allemagne; cette Scandinavie n'est pas réalisable avec un Danemark qui nie la nécessité de la défense nationale; elle n'est pas viable, finalement, si les divers États nordiques ne renoncent pas à leur souveraineté absolue et n'acceptent pas de soumettre leurs intérêts particuliers aux intérêts communs. La fédération scandinave que nous désirons exige que chacun des participants conserve ses institutions politiques et son intégrité territoriale; elle exige aussi une compréhension réciproque; elle veut que tous s'entr'aident dans la mesure de leurs forces. C'est alors, mais alors seulement que les États-Unis du Nord constitueront une naturelle unité. »

ENCHAINEMENT.

Par *Jean Möri.*

Contagion du succès.

Dans la vie journalière comme sur les places de jeu, la foule témoigne généralement de plus de considération aux forts qu'aux faibles, aux vainqueurs qu'aux vaincus. Il y a certainement dans cette curieuse habitude une part d'admiration pour la vitalité spectaculaire, mais aussi une bonne part d'atavisme prévoyant! L'homme des cavernes, livré à peu près sans défense aux forces aveugles de la nature, devait sans doute compter très exactement sur ses moyens physiques et moraux, ne pas les surestimer surtout, s'il voulait jouir d'une vie d'ailleurs extrêmement précaire. Il devait donc savoir marquer du respect, voire de l'admiration, à plus fort, plus ambitieux ou plus méchant que lui, quitte à se venger sur des faibles comme cela se fait encore parfois de nos jours. C'est ainsi que naquit le culte de la force vivante, bien avant le paganisme, le christianisme étant encore dans les limbes en ce temps perdu dans l'infini.

Des siècles durant, l'esprit lutta avec ténacité contre cette tyrannie de la force et, très lentement, les éternels battus commencèrent à entrevoir qu'en unissant leur faiblesse ils créeraient une force capable de faire trembler les plus terribles autocrates.

Ces idées menèrent finalement à la Révolution française, puis au système démocratique dans la république, non sans soulever encore de rudes réactions.

Sans trop d'imagination, il était donc permis de croire que le règne de la force avait pris fin. C'était là une erreur dont les

conséquences furent tragiques. La suite des événements qui se déroulent depuis septembre 1939 le prouva une fois encore.

Comme la tyrannie mena la royauté absolue à sa perte, comme les oligarchies condamnèrent en fin de compte la noblesse, *la démagogie — alliée à l'idéalisme le plus noble — ébranla fortement la démocratie*. On l'enterra beaucoup trop tôt cependant, car elle avait en elle des énergies insoupçonnées, surtout en Grande-Bretagne. Elle ne fit pas seulement que se défendre, mais elle attaque maintenant avec une force renouvelée dans l'épreuve. Si bien que les optimistes béats d'aujourd'hui — qui étaient souvent les défaitistes dégonflés de la veille — se sont redressés et proclament avec une assurance infailible sa victoire prochaine. Espérons qu'ils aient enfin raison, une fois par hasard! Peut-être feraient-ils mieux de se taire, car leurs prédictions antérieures laissaient entrevoir la défaite inéluctable des Anglais dans les six semaines qui suivirent l'écrasement de la France.

Aussi bien que jadis, le monde est actuellement à la merci des forts. Le seul espoir qui reste et même grandit, c'est que l'agneau fatigué de recevoir des coups les rend parfois au double. Tout s'apprend, l'art de faire la guerre peut-être plus facilement que celui de bâtir la paix.

Si des actes d'héroïsme se déroulent chaque jour dans les pays occupés, les peuples continuent à subir la loi du plus fort. Ce n'est sans doute pas trop osé de prétendre que la plupart se prononceraient pour l'ordre et la démocratie s'ils en avaient le pouvoir. Mais on ne voit pas très bien comment ils se rebelleraient quand ils sont sans armes en face de machines de guerre rapides et d'une puissance de feu redoutable.

Beaucoup de gens admirèrent le vainqueur avant d'y être obligés, par prudence atavique, comme l'homme des cavernes faible et sans défense admirait le fort: Pouvait-on prévoir vraiment où, dans quel pays, s'arrêterait l'invasion? Dans ces conditions, la plus stricte prudence s'imposait aux esprits pusillanimes ou aux arrivistes prévoyants!

A l'heure actuelle, l'admiration s'en va tout naturellement aux Russes, car ils révèlent une puissance d'autant plus redoutable qu'elle était méconnue. C'est vers eux que montent maintenant les actions de grâce de la multitude des personnes sensibles aux fluctuations de la force.

Non pas seulement ceux-là admirent la volonté farouche des armées rouges de bouter l'envahisseur hors de leur pays. Mais tous ceux qui aiment le courage indomptable, la volonté de mourir plutôt que de passer sous le joug. Il s'agit alors dans ce cas de la même admiration que celle vouée naguère aux Finlandais ou aux Grecs qui luttèrent jusqu'à l'entier épuisement de leurs forces contre un ennemi supérieur en nombre et en moyens de combat.

Russophilie aiguë.

Napoléon, qui tâta l'adversaire russe bien avant le chancelier Hitler, émit cette pensée désabusée: « La Russie est d'autant plus formidable qu'elle ne désarme jamais. » L'Allemagne, qui paraissait invincible, en fit la douloureuse expérience cent trente ans plus tard.

C'est le sujet d'émerveillement actuel que la résistance acharnée des Russes quand la Wehrmacht fonçait à travers l'Ukraine. Les soldats sont admirés pour leur courage surhumain quand ils continuent de se battre même blessés à mort; les armées vouées à l'extermination qui refusent pourtant de se rendre, au mépris de la sacro-sainte stratégie enseignée dans les écoles militaires, le sont avec autant de raison.

Il était inévitable que cette admiration du courage militaire se mue en admiration du régime pour ceux qui ne savent pas distinguer. Un jeune nazi de la ville fédérale s'inclinait fort à propos devant le courage des Russes mais enchaîna sottement: « Il faut bien reconnaître que ce sont Hitler et Staline qui ont posé la première pierre de la civilisation nouvelle! » Un autre exalté écrivait, lyrique: « Les armées russes se battent pour que la liberté éclaire le monde! » Il faut bien avouer dans ce cas que l'agression allemande fut pour beaucoup dans cette détermination inévitable.

L'admiration pour un peuple qui défend ses terres n'entraîne pas forcément l'admiration de son régime politique. *Car si vraiment la force devient pour nous le critère souverain, alors il faut nous écraser à plat ventre devant la puissance, le courage et le génie de l'armée allemande qui n'ont pas été dépassés.* J'espère que nous sommes loin de là, sinon notre idéal de liberté, d'égalité et de fraternité serait bien malade.

Comme il fallait naturellement s'y attendre, les sophistes justifient maintenant les agressions de petits Etats par la grande U.R.S.S. — quand le pacte d'amitié et de non-agression germano-russe n'était pas encore devenu un vulgaire chiffon de papier — *par la prévision d'une agression allemande.* Les génies du Kremlin avaient prévu le déroulement inévitable des événements. C'est donc pour constituer de solides points d'appui sur l'île des Pêcheurs qu'il fallut bombarder et ruiner Helsinki, tout en traquant un petit peuple pacifique dirigé par un gouvernement socialiste. Ces mêmes génies avaient-ils exactement prévu aussi que l'annexion de la Bessarabie et de la Bukowine septentrionale entraînerait le démembrement de la Roumanie, la chute du roi Carol et le lâchage des démocraties? Peut-être eut-il mieux valu consolider ces pays plutôt que de les contraindre à s'engager, déconfits, dans le sillage de l'axe! Quant à l'attaque de la Pologne à genoux, elle trouve également des défenseurs dans notre démocratie. « Vous leur fîtes,

seigneur, en les croquant beaucoup d'honneur » répètent ces astucieux renards à l'ours formidable.

Pourtant, bien avant le déchaînement de la guerre actuelle, Staline lui-même assurait : « *Nous ne voulons pas un pouce de territoire étranger, mais nous ne céderons pas un pouce de notre territoire à qui que ce soit.* » S'il respecta la deuxième partie de cette promesse solennelle, il oublia la première. De même le « Guide à travers les syndicats soviétiques » ajoutait : « *Fidèle à ses principes, l'U.R.S.S. mène une politique conséquente de paix qui répond aux intérêts de l'édification du socialisme et trouve un chaleureux écho parmi les masses laborieuses et les hommes de progrès de tous les pays.* » Cet écho chaleureux se refroidit et tourna court quand la Russie des soviets, rempart de la paix mondiale, signa un pacte d'amitié et de non-agression avec l'Etat dictatorial qui fit sombrer la paix.

Apprendre l'abc.

Aux thuriféraires emphatiques qui proposent inlassablement l'exemple de l'U.R.S.S. modèle, nous rappelons les sages paroles de Lénine lui-même :

« Tant que nous aurons dans le pays un phénomène tel que l'analphabétisme, il nous sera excessivement difficile de parler d'enseignement politique. Ce n'est pas là une tâche politique, mais une condition sans laquelle on ne saurait parler de politique. L'illettré est en dehors de la politique, il faut d'abord lui apprendre l'abc. Sans cela il ne peut pas y avoir de politique; sans cela, il ne peut y avoir que des rumeurs, des commérages, des contes, des préjugés, mais pas de politique. »

En vingt-six ans, la situation s'améliora sans doute, mais pas au point de rattraper les « soixante de retard » sur n'importe quelle démocratie bourgeoise. Avant de nous le proposer en exemple, il convient certainement encore d'améliorer le modèle.

Il est indéniable qu'un progrès fut réalisé en U.R.S.S. et que le peuple apprécie la nouvelle formule étatiste qui n'a plus de communiste que le nom. Les extraordinaires exploits de l'armée rouge en fournissent des preuves convaincantes, surtout l'attitude des Géorgiens — perpétuels champions de leur indépendance nationale — qui se battent maintenant comme des lions pour la Russie. Il faut donc liquider l'affirmation de la propagande contre-révolutionnaire selon laquelle le régime ne se maintenait au pouvoir que par la terreur la plus impitoyable. Sur ce point, on peut donner en partie raison à Staline, une telle méthode de gouvernement aurait probablement cessé avec l'agression allemande. C'est bien du reste ce que l'on prévoyait assez généralement dans les cercles bien informés.

On perçoit des signes profonds de changement en U.R.S.S. et il est possible que la dictature s'humanise pour se rapprocher peu à peu d'une solution intermédiaire en usage dans certaines démocraties bourgeoises. Des indices significatifs se révèlent. Le message adressé par Staline au métropolite Sergius en reconnaissance des efforts faits par l'Eglise orthodoxe pour créer un fonds en vue du réarmement d'une formation blindée dédiée au saint Dimitri Donskio, par exemple. Ce n'était pas dans les habitudes de Staline de faire des amabilités aux gens d'église! Ce message donne encore raison à Lénine qui raillait les communards de vouloir « supprimer Dieu par décret ». « Déclarer que la guerre à la religion est un des objectifs du parti ouvrier n'est qu'une phrase anarchiste », affirmait-il judicieusement. Il fallut longtemps à ses successeurs pour s'en rendre compte! Faut-il croire que l'Eglise va reprendre sa place traditionnelle de soutien fidèle du gouvernement? Pourquoi pas.

La hiérarchie nouvelle dans l'industrie ou dans l'armée est un autre signe d'assouplissement dans la doctrine, qui ressemble singulièrement à une marche arrière. La hiérarchie militaire particulièrement avec le rôle conquérant dévolu aux armées avant la rupture brutale avec l'Allemagne, démontre clairement que le mot « patrie » a repris tout son sens atavique en U.R.S.S. Dans ce cas, le droit d'être bon patriote devrait être accordé au zéléteur de l'étranger. Or, c'est justement le contraire et celui-là contribue à répandre la rouille et prépare la révolution prochaine. Ce n'est pas la seule inconséquence de ce régime.

L'exécution capitale des deux conducteurs spirituels du socialisme polonais, Ehrlich et Alter, par les soldats de Staline, vient raffraîchir les élans d'enthousiasme prématuré. L'ignominieux assassinat prouve que les méthodes de naguère et l'ancienne mentalité des maîtres du Kremlin n'ont pas encore disparu. Il est affligeant de constater en l'occurrence que certains milieux et certaine presse bien inspirés tempèrent étrangement leur indignation et ménagèrent astucieusement le plus fort.

Les soviets partout!

L'engouement pour tout ce qui vient de Russie se répand avec les victoires des armées rouges, ce qui ouvre de fallacieux espoirs aux communistes. Si l'expérience d'une révolution était tentée en Suisse, il est fort probable que ses fomentateurs éprouveraient une cuisante désillusion, car la classe ouvrière serait la première à les combattre.

Pourtant, les magisters bourgeois, amateurs de paradoxe, encouragent, d'une part, ceux qui jettent le trouble dans la classe ouvrière et affaiblissent un parti rival, en même temps qu'ils s'inquiètent, d'autre part, et dénoncent les conjurés qui hantent les réunions clandestines ou les manifestations publiques illégales.

Ces conjurés, disent-ils, se rallient aux cris de « Les soviets partout » et promettent de revenir avec des mitrailleuses! Humbert-Droz « engage les brigades internationales à mener la lutte à l'intérieur même de tout le pays », ce qui cadre assez mal avec le patriotisme des soviets, annonce une « offensive de printemps ». Les jeunesses socialistes, en collusion avec M. Nicole et le secrétaire d'une section zurichoise du P.S.S., mijotent la création d'une nouvelle Internationale ouvrière et prédisent la « révolution prochaine ». Ce sont là des menaces pour la paix sociale, clame la presse bourgeoise, qui incite les autorités à la vigilance. Peut-être ferait-elle mieux de ne pas jouer avec le feu de la haine et de ne pas encourager systématiquement la dissidence dans le mouvement ouvrier. Car si jamais les intentions entraient dans la voie pratique, il vaudrait mieux pour le pays que la classe ouvrière soit parfaitement unie, car ce sera probablement elle qui les combattra victorieusement.

Pourquoi cette même presse bourgeoise ne dénonce-t-elle pas avec la même énergie les méfaits des nationaux-socialistes en Suisse qui continuent d'obéir servilement à la voix de « leur sang allemand »? Ces énergumènes menacent d'exécuter un des responsables du régime pour chaque traître au pays passé par les armes (traître qu'ils qualifient de « victime »!).

Tous ceux qui servent des gouvernements étrangers sont coupables de trahison, que les gouvernements soient rouge, noir ou brun ne change rien à l'affaire!

Sans doute possible, communistes et nicolistes accentuent leur propagande dissolvante en Suisse par la parole et la machine à reproduire. Ils font de l'agitation systématique, préconisent un nouveau Front de la paix, reparlent des « intérêts de la classe ouvrière », des tâches urgentes à résoudre, de collaboration même. Tout cela dans le but final d'assassiner la démocratie au nom de la liberté, de liquider par la manière forte les partis politiques, de mettre sous tutelle les syndicats comme en Russie.

Ces propos prennent une résonance particulière en ces temps de russophilie aiguë. Des clercs et même des piliers du régime signent une pétition pour la levée de l'interdiction du parti communiste et de la Fédération socialiste suisse aux visées louches. Et l'on entend parfois des bouches sérieuses chuchoter que le parti socialiste eut tort d'exclure M. Nicole et sa séquelle, que les syndicalistes exagèrent l'aversion envers le pur doctrinaire. Elles ignorent tant de choses sur l'activité diabolique de ce caméléon politique et pensent que sept mille électeurs fidèles démontrent une valeur morale certaine. Et ces gens se remémorent certaine campagne contre les banques véreuses. Ils oublient que le Parti socialiste de Genève entraîna 20,000 électeurs aux urnes, donnent une fausse signification à cette fidélité de 7000 citoyens: Que le belin mène son troupeau à l'abîme et tous les moutons le suivront, car la confiance aveugle est la vertu des âmes pures,

des naïfs et des fanatiques. Quant à la campagne de salubrité bancaire, elle fut menée par le Parti socialiste genevois et non pas seulement par le chef mégalomane. Et s'il est vrai qu'il assumait seul la responsabilité de scandales soulevés parfois bien légèrement, ce furent les Imprimeries Populaires de Lausanne qui payèrent la casse, soit dans les 120,000 francs, avec le compte des journaux impayés!

Du point de vue syndical, les camarades mal informés ignorent par exemple que le président du Conseil d'Etat Nicole refusa de recevoir une délégation de l'Union des syndicats et les représentants des associations de fonctionnaires. Ce que jamais conseillers d'Etat bourgeois ne se permirent dans ces dernières années. Et, au moment même où l'Union syndicale suisse luttait contre la politique de déflation, l'étrange ami du peuple baissa les salaires du personnel des Services industriels. Enfin, si l'on prenait la peine d'informer les gens de toutes les volte-face de ce « doctrinaire » depuis août 1939, il est probable que les opinions favorables les mieux enracinées n'y résisteraient pas. Tour à tour ennemi acharné du fascisme, puis propagandiste emphatique du pacte d'amitié et de non-agression germano-russe, puis journaliste « objectif » très souvent cité à Radio-Stuttgart, puis de nouveau réticent envers l'axe quand les caprices du vent tournèrent court au nord, il redevint alors anti-fasciste. On ne saurait d'ailleurs assurer qu'il le reste longtemps encore! Il faut répéter cela sans cesse à nos camarades et plus encore à ceux d'outre-Sarine *qui n'admettent la duplicité sous aucun prétexte*. L'homme qui s'expose pour ses idées mérite le respect, à condition qu'elles ne changent pas avec les vents. Mais qui se pare d'un faux-nez au tribunal, joue les bons apôtres de la défense nationale, nie être communiste pour le redevenir quand ses partisans l'accueillent à la gare aux cris de « Les soviets partout » ne mérite que le mépris des honnêtes gens. Et le parti qui tolère ces caméléons se déshonore.

Pareilles constatations se font habituellement hors de la « Revue syndicale suisse ». Mais elles font corps avec le sujet, si bien que l'on nous pardonnera de confirmer une règle très stricte par cette exception. D'autre part, il est nécessaire de prévenir très exactement les syndiqués, au moment où la propagande se développe et cherche à étendre la confusion en Suisse alémanique. Il faut se défendre avec une énergie d'autant plus grande que l'on sent les opinions de politiques sensibles aux changements de courant vaciller.

Les comités de coordination réapparaissent et sont même salués avec une sympathie symptomatique par les réactionnaires de la cité de Calvin: *Plus vite la rouille rongera les organisations syndicales et mieux on pourra — croit-on — mater la classe ouvrière!*

Inquiétant dilemme.

Ces constatations donnent encore plus de valeur aux appréhensions du camarade Rimensberger, publiées dans la « Revue syndicale suisse » de janvier écoulé.

Nous voilà bien enfermés dans un dilemme: Que les alliés fassent la paix ou les puissances de l'Axe, nos soucis ne finiront pas du même coup. Ils seront plus ou moins lourds à porter suivant lequel des deux grands antagonistes gagnera la guerre. Point n'est pourtant besoin de préciser vers lequel vont nos espoirs.

Le nouvel ordre européen n'eut jamais d'attrait pour nous, car la perfection nous effraie dans « ce monde où l'action n'est pas la sœur du rêve ». Avant guerre, Léon-Paul Fargue constatait déjà que l'ordre politique le plus strict ne dépasserait jamais la perfection symétrique immuable des grands cimetières. Il se prononçait naturellement pour le « désordre démocratique » qui respecte la personnalité et la dignité humaines contre l'ordre barbare qui asservit et sacrifie la personne aux volontés du dictateur tout puissant.

Il est vrai qu'avec les revers subis au front de l'Est, les perspectives ouvertes aux Etats satellites par M. Goebbels paraissent moins effrayantes: On parle maintenant de *vivre et laisser vivre!* Même avec ces concessions nouvelles, purement verbales, le nouvel ordre européen paraît encore trop vague et trop problématique pour que les syndiqués libres revisent leur jugement à son égard. D'autant plus que les sceptiques ont raison: Les promesses rendent les fous joyeux.

Reste l'organisation de la paix par les alliés. Là encore, on se cantonna longtemps dans le vague et l'informulé. Pour nous rassurer, il faudrait que l'on présente un plan de réorganisation de l'Europe et que l'on s'engage à le faire appliquer. Cela paraissait assez problématique avant le discours de M. Churchill, moins maintenant. A l'exemple de M. Clémenceau naguère, M. Churchill faisait la guerre et ne se laissait pas distraire par des questions accessoires, si importantes qu'elles soient. Cela se comprend. Pourtant, il jugea utile de déroger à cette règle vers fin mars 1943. Il esquissa alors une sorte de Plan quadriennal encore assez flou dans ses contours, qui comprend cinq ou six mesures d'ordre pratique, dont chacune pose elle-même des problèmes difficiles à résoudre. Trois tâches immédiates s'imposent d'abord: Terminer victorieusement la guerre contre le Japon, créer un Conseil d'Europe et un Conseil d'Asie, laisser à chaque nation le soin de s'organiser à l'intérieur. De ces trois problèmes, c'est le dernier qui nous paraît le plus difficile à résoudre, car certaines nations auront bien de la peine à s'organiser elles-mêmes à l'intérieur: Il faudra donc les y aider, *mais pas à la manière* des puissances totalitaires, c'est-à-dire comme le gobe-mouches « aide » l'insecte imprudent! Une conférence pour l'élaboration future du monde

élaborera des mesures de sécurité contre tout danger de guerre future. Voilà qui revient à la *sécurité collective* prêchée par les apôtres de Genève. « Cette conférence devra s'inspirer d'une certaine unité de vues, sans quoi aucun progrès n'est possible », déclare un commentateur anglais du discours Churchill. Or, quand on sait que les relations entre gouvernements alliés exilés à Londres ne sont pas toujours des meilleures, que les Français combattants du général de Gaulle ne filent pas encore le parfait accord avec ceux du général Giraud, qu'une question de frontières oppose actuellement la Pologne martyre à la Russie qui se relève, qu'un conflit de prestige menace les relations entre Américains et Russes, conflit moral susceptible de mener à une troisième guerre mondiale selon une voix autorisée d'Amérique, etc., il y a de quoi inquiéter pour la réalisation des plans les plus dignes de l'être.

Si l'on n'arrive pas à cette unité de vues indispensable, que fera la Grande-Bretagne? Se désintéressera-t-elle de l'Europe et attendra-t-elle que du chaos naisse l'ordre de lui-même? Encore une question à laquelle on n'a pas encore répondu.

Pourtant, c'est sur la loyauté, la force, l'énergie et la clairvoyance de la Grande-Bretagne — payées au prix du sang — qu'il ferait bon se reposer.

Une question très sérieuse se pose encore avec acuité: Que pense-t-on faire des pays neutres et qui désirent le rester? Pense-t-on les intégrer de force dans le système de sécurité collective? Le cataclysme qui ravage le monde doit contribuer à nous asseoir sur le terrain de la réalité, souvent moins belle que le rêve. Or, l'actualité montre qu'il y a loin du rêve à la réalité. Que serions-nous devenus, par exemple, si notre pays n'avait pas fait reconnaître solennellement sa neutralité devant l'assemblée de la S.d.N.? Il faut pourtant convenir qu'une bonne partie du peuple suisse — et nous avec lui — réprova cette nouvelle politique qui devait se révéler si sage à l'usage! Et pourtant le « mythe de la neutralité intégrale » contribua très probablement à nous tenir hors de la mêlée.

Il semble que non seulement notre pays, mais tous les peuples auront avantage à soumettre les élans du cœur au rythme plus lent mais plus sûr de la raison. Ce sera peut-être le moyen efficace de construire une Europe pacifique qui ait chance de durer.

En attendant, enregistrons l'esquisse d'avenir que tira M. Churchill et qui ressemble au dessein de M. Eden. « Tout ce que nous pourrons faire pour aider à relever l'économie de ses ruines nous le ferons »; « Jamais plus nous ne tournerons le dos à l'Europe », déclara M. Eden. Plus récemment encore, il affirma: « Nous avons un passeport: la liberté; un objectif: la victoire totale et indubitable, et un dessein: *arriver à une paix juste et durable* ». Ce sont-là des aspirations que l'on partage. Mais il ne suffit pas de les partager pour qu'elles se réalisent: Ce serait trop facile.

Ce que nous avons montré des fluctuations politiques de l'U.R.S.S. et surtout ce que nous laissons à chacun le soin d'évoquer ne permet pas de fonder de trop grands espoirs en son arbitrage ou même éventuellement dans sa façon d'organiser harmonieusement la paix.

Le peuple russe est toujours sous tutelle: Staline pense et agit pour tous. Ses conseillers peuvent parfois l'influencer en bien ou en mal, selon qu'ils pensent aux intérêts du pays ou à flatter le despote. Mais c'est lui qui tranche définitivement. Ses admirateurs helvétiques reviendraient bien vite de leur engouement s'ils sentaient sur eux sa lourde patte. Ils jureraient alors, mais un peu tard, comme certain renard de la fable, qu'on ne les y prendra plus!

Certes, il y a un idéal plus élevé à poursuivre pour notre pays. De fougueux politiques soutiennent parfois que pour réaliser une avance sociale il serait même souhaitable de se soumettre à la dictature du prolétariat. Que le destin nous préserve de cette calamité: Cette entité anonyme, le prolétariat, s'efface bien vite devant le parti d'Etat, puis devant le comité central qui lui-même finit par abandonner les guides au secrétaire omnipotent. Ainsi la prédiction de Plekanov se réalisa en U.R.S.S. et ne manquerait pas de se réaliser partout où l'on s'abandonnerait à une telle extrémité. Même au parti politique le meilleur, au comité central le plus intègre, au secrétaire le plus désintéressé, il ne faut confier puissance si redoutable. Petit à petit, le secrétaire « unique » se laissera griser par les fumées de l'encens et déifier par les adulateurs. Trois grands Etats essayèrent de ce système sous des couleurs différentes, on ne peut vraiment pas assurer que l'expérience soit à recommander.

Comptons avant tout sur nous-mêmes.

Tout cet enchaînement de circonstances et d'événements imprévisibles qui se succèdent en Europe et dans le monde doit nous inciter à ne pas trop compter sur les autres pour faire notre bonheur, ni sur la magnanimité inépuisable de la Providence à notre égard. *Nous devons absolument agir comme si de nous seuls dépendait notre propre sort.* Tant mieux si l'avenir dissipe nos appréhensions comme le lever du soleil dissipe les ténèbres: Mieux vaut une heureuse surprise que des espoirs toujours déçus.

Cette guerre prendra fin un jour. Il est probable cependant que l'euphorie de la paix ne durera pas très longtemps, car des problèmes économiques difficiles à résoudre se poseront alors. A ce moment, les forces déchaînées du désordre seront d'autant plus menaçantes que nous aurons de peine à résoudre ces problèmes. La prévoyance commande de prévenir ces difficultés autant que possible ou de les atténuer si elles sont inévitables. Déjà la Confédération a prévu un programme de grands travaux à répartir

sur dix ans qui coûtera plus de 4 milliards et demi, soit dix fois plus que la somme revendiquée par une initiative socialiste pour surmonter la dernière crise et qui fut refusée par le peuple suisse mal conseillé par les réactionnaires, *sous prétexte que la facture était beaucoup trop chère!* Et pourtant cela ne suffira peut-être pas encore: La répartition équitable du travail s'imposera certainement si le chômage prend des proportions trop fortes. Les optimistes pensent que les risques seront moindres qu'après l'autre guerre mondiale, car il faudra reconstruire dans les pays en guerre ravagés par les bombardements. Certainement! Mais encore faudra-t-il disposer des matières premières indispensables. Nous verrons donc renaître une vieille revendication oubliée: *la semaine de quarante heures*. Il est même possible qu'il faille descendre encore plus bas, sans se soucier des lamentations déchirantes des moralistes qui s'effrayeront encore de l'usage des loisirs accrus par les ouvriers. L'argent, surtout, insaisissable quand il court des risques ne devra plus se dérober.

Et, encore, il faudra rendre notre démocratie plus sociale. Sans se laisser hypnotiser par les panacées universelles, il sera nécessaire de rechercher des remèdes souverains qui s'adaptent spécialement à la constitution de notre démocratie souffrante. Tout notre système d'assurances sociales est à revoir, à développer et à couronner par l'assurance-vieillesse et survivants. Cela n'ira pas sans sacrifices financiers de *tous* les citoyens. Encore un problème d'éducation qui s'imposera, car on ne peut assurer des droits sans imposer aussi des devoirs. Les caisses de compensation pour perte de salaire aux militaires offrent une base de départ extrêmement solide.

L'ordre économique doit être renforcé par l'ordre professionnel. Les syndicats qui jouent un rôle important dans la vie sociale du pays devront être plus souvent consultés et écoutés que ce n'est le cas actuellement. La liberté d'organisation si souvent encore méprisée aujourd'hui par les patrons « de droit divin » devra entrer dans les mœurs partout. Quand toutes les organisations professionnelles seront solidement constituées, il sera nécessaire d'étudier le problème d'une Chambre des métiers pour coordonner l'ensemble et assurer l'harmonie du corps économique.

Tout cela présuppose encore bien des études, bien des discussions et, peut-être, bien des luttes. Car il va sans dire que l'intérêt particulier ne cédera pas toujours sans résistance devant les intérêts collectifs. Mais il faudra absolument choisir entre le désordre qui engendre les troubles sociaux et l'ordre dans la discipline et l'équité qui assurera la sécurité, le bien-être et la paix à tous les citoyens.

Pas plus en Suisse que sur le terrain international il ne faudra trop se fier à l'esprit d'improvisation. Un plan solidement bâti permet mieux de s'adapter à toutes les situations qu'une improvisation hâtive. Pour le moment, en Suisse, un seul plan vrai-

ment large est à l'ordre du jour: C'est l'initiative de « Réforme économique et des droits du travail ». Il est susceptible de servir de base de discussion aux hommes de bonne volonté. Pour la classe ouvrière, il représente la sécurité, le travail, le bien-être et la liberté assurés, soit une sorte de synthèse qui ressemble singulièrement au souverain bien tel que les ouvriers l'imaginent.

Pour réaliser ce souverain bien, la compréhension et la collaboration sont nécessaires. Mais aussi de l'intelligence politique. De grands obstacles restent à vaincre, dont la prévention et le préjugé ne sont pas les moindres. Pour maintenir la Suisse démocratique indépendante et libre, il faudra bien les surmonter.

Une Caisse d'épargne postale suisse.

Par *Fritz Gmür*.

(Suite.)

1913 Septembre. Deuxième session de cette commission. De Perregaux, directeur à la Caisse d'épargne de Neuchâtel, s'y exprime comme suit:

« Je ne comprends pas les inquiétudes des banques cantonales. Une concurrence ne leur sera pas imposée par la Caisse d'épargne postale. Au contraire, elles y gagneront. Je crois pouvoir l'affirmer au vu des expériences faites par la Caisse d'épargne de Neuchâtel. Il s'est avéré que l'ouverture de nouvelles caisses nous a chaque fois apporté un surplus d'opérations, dont nous n'aurions autrement point bénéficié, ou sinon dans une moindre mesure. Avec la Caisse d'épargne postale, le fait ne pourra que se confirmer plus amplement. La Caisse d'épargne postale serait une œuvre sociale d'une portée exceptionnelle, une innovation que doivent chaleureusement accueillir ceux que préoccupe le développement du sens de l'épargne. »

1914 22 mai. Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale, concernant la fondation d'une Caisse d'épargne postale.

1915 20 décembre. Acceptation du projet de loi au Conseil des Etats, par 21 voix contre 14.

1916 29 novembre. Fin des débats sur le projet à la commission du Conseil national.

1917 21 mars. Début de la discussion du projet de loi au Conseil national.

1917 4 juin. Dernière discussion et vote final au Conseil national: pour 54, contre 34.

1920 Le projet de loi soumis à l'appréciation de l'Assemblée fédérale par message du 22 juin 1914, est retiré pour remaniement.